

# INFO FASH 21

CENTRAFRIQUE

Décembre 2021



Thinking Africa

## Cessez-le-feu unilatéral centrafricain

une étape décisive dans de  
processus de paix ou un acte  
symbolique destiné à satisfaire la  
communauté internationale ?

VICTORIA MADONNA

Victoria Madonna, possède un Master de sciences politiques, (mention relations internationales), elle a travaillé dans des projets de développement en Afrique et au Moyen Orient. Elle s'est spécialisé sur le suivi et évaluation dans les ONG de développement Internationales.

[www.thinkingafrica.org](http://www.thinkingafrica.org)

Le 15 octobre 2021, le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra a décrété un cessez-le-feu unilatéral « pour donner une chance à la paix » et permettre l'instauration « d'un dialogue franc entre les filles et fils d'un pays déchiré par des crises interminables »<sup>1</sup>. C'est la première fois qu'un président prend ce type de mesure en Centrafrique, depuis le début du conflit en 2004. F.-A. Touadéra s'était engagé auprès des pays membres de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL) à mettre fin à toute opération militaire sur l'ensemble du territoire, suite à l'organisation du 3<sup>ème</sup> mini-sommet de Luanda du 16 septembre 2021. Ce sommet s'inscrivait lui-même dans la continuité de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR), négocié à Khartoum sous l'égide de la communauté internationale et signé à Bangui le 6 février 2021 entre les belligérants du conflit. Cet accord est le treizième signé depuis 2007. Bien que sa mise en œuvre reste incomplète, il a le mérite d'avoir attiré de nouveau l'attention de la communauté internationale sur la République Centrafricaine (RCA).

Depuis sa réélection en décembre 2020, F.-A. Touadéra tardait à mettre en œuvre l'organisation du dialogue républicain figurant parmi les points clés de son programme de campagne. Ce dialogue, similaire au forum de Bangui organisé en 2015, a pour but de créer un cadre de concertation afin que les forces vives de la nation puissent poser les bases nécessaires à la réconciliation et la reconstruction du pays. Recevant de plus en plus de pression à ce sujet de la part de ses partenaires internationaux, le président centrafricain savait qu'il devait se montrer coopératif s'il voulait gagner leurs bonnes grâces. Il a donc accepté de proclamer un cessez-le-feu unilatéral, dont l'idée a été imposée par ses voisins d'Afrique centrale, l'Union africaine et l'ONU pour lancer, enfin, un dialogue «inclusif».

## I. Décret de cessez-le-feu unilatéral : un signal fort en faveur de la paix et une étape décisive dans la mise en œuvre du processus de réconciliation nationale

La République centrafricaine est en proie à des violences cycliques, dont les pics coïncident généralement avec les périodes électorales. Ainsi, lors des dernières élections présidentielles de décembre 2020, quatre groupes armés issus de la Séléka<sup>2</sup> et deux issus des mouvances Anti-balaka<sup>3</sup> se sont réunis sous la bannière de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC)<sup>4</sup>, dirigée par l'ancien président déchu François Bozizé, pour demander l'annulation de l'élection de F.-A. Touadéra. Début janvier 2021, ils ont mené une offensive sur Bangui dans le but de renverser les autorités centrafricaines. Dans ce

1 Extrait de la déclaration unilatérale de cessez-le-feu sur le territoire national prononcée par le président F.-A. Touadéra, 15 octobre 2021.

2 Coalition ethnique à coloration religieuse musulmane constituée en août 2012 de groupes rebelles, qui ont renversé le président centrafricain François Bozizé en mars 2012. Elle est ensuite officiellement dissoute mais continue de contrôler le terrain avant d'éclater en plusieurs factions à la fin de l'année 2014, qui dominent encore aujourd'hui une large partie du pays.

3 Milices d'auto-défense mises en place par des paysans centrafricains, principalement à dominance chrétienne. Elles prennent les armes en 2013 contre les Seleka.

4 Le CPC réunit les 3R d'Abbas Sidiki, l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) d'Ali Darassa (qui a quitté la CPC en avril 2021), le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) de Mahamat Al-Khatim, le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) de Noureddine Adam, les Anti-Balaka aile Mokom de Maxime Mokom et les Anti-Balaka aile Ngaïssona de Dieudonné Ndamaté.

contexte, la Russie et le Rwanda, qui ont respectivement signés des accords bilatéraux de défense avec la RCA en 2018 et 2020, sont intervenus militairement pour contrer l'offensive des rebelles. Dans le reste du pays en revanche, de nombreuses attaques continuaient à être enregistrées malgré la présence des casques bleus de la MINUSCA.

Les pratiques de prédation, émanant aussi bien des groupes armés que du pouvoir politique, gangrènent l'État centrafricain depuis maintenant plus de deux décennies. Parmi les acteurs prenant part au conflit, aucun n'a de réel projet politique en dehors de la simple prise du pouvoir. F.-A. Touadéra a au moins le mérite de s'être soumis au processus électoral et de s'être inscrit dans une forme de légalité. D'ailleurs, au cours des derniers mois, plusieurs évolutions politiques positives ont montré la volonté du pouvoir de tendre vers une stabilité institutionnelle. Les élections présidentielles et le premier tour des élections législatives se sont tenus le 27 décembre 2020. Les troubles causés par des groupes armés ont provoqué l'étalement du scrutin législatif sur plusieurs tours partiels mais les résultats ont finalement été annoncés en mars 2021. Par la suite, F.-A. Touadéra annonce la nomination d'un nouveau gouvernement le 23 juin 2021. Le 1<sup>er</sup> septembre 2021, il installe officiellement les membres du comité d'organisation du dialogue républicain. Le 16 septembre, il entérine la feuille de route pour la paix lors du mini-sommet de Luanda et un mois plus tard, il proclame un cessez-le-feu unilatéral sur le territoire centrafricain. Cette annonce est saluée par la communauté internationale. Les communiqués publiés par l'ONU et la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL) ont d'ailleurs insisté sur le fait qu'une étape décisive dans le processus de paix avait été franchie. S'il est respecté dans la durée, ce cessez-le-feu pourrait en effet contribuer à créer un environnement propice à l'organisation d'un dialogue inclusif. Il permettrait notamment aux forces vives de la nation, en particulier la société civile se trouvant dans les zones occupées par les groupes armés, de circuler librement sur le territoire et de prendre part au processus de paix. Cependant, F.-A. Touadéra a précisé que cette décision n'empêcherait ni les forces de sécurité intérieure de maintenir l'ordre, ni l'armée de répondre en cas de légitime défense, ni la MINUSCA d'exercer son mandat.

Avec cette déclaration de cessez-le-feu, F.-A. Touadéra montre donc qu'il a la « ferme volonté de privilégier la voie du dialogue et non celle des armes, dans le règlement de la crise qui secoue » son pays.

## II. Une énième tentative de d'apaisement dont les effets réels sur le terrain restent incertains

Deux semaines après la proclamation du cessez-le-feu, le gouvernement se targue d'un bilan positif, se félicitant qu'il ait été adoubé par les groupes armés et que ces derniers aient commencé à déposer les armes<sup>5</sup>. Les communiqués de presse des principaux mouvements rebelles donnent pourtant un tout autre son de cloche. Le 18 octobre 2021, la CPC a déclaré « prendre acte » du cessez-le-feu, sans pour autant s'engager à le respecter. De plus, elle a affirmé que des paramilitaires russes, alliés des forces

<sup>5</sup> Centrafrique : quel bilan deux semaines après le cessez-le-feu ? RFI, 30 octobre 2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20211030-centrafrique-quel-bilan-deux-semaines-apr%C3%AAs-le-cessez-le-feu>

loyalistes, auraient violé le cessez-le-feu dès le lendemain de son annonce en attaquant les localités de Bambari et Benzambé. Le lendemain<sup>6</sup>, le communiqué de l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) dénonçait six attaques des forces loyalistes, qui auraient causé 15 morts parmi les civils. De son côté, le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) déclare que « le cessez-le-feu a été globalement respecté la première semaine, mais les incidents ont repris leur rythme habituel dès la semaine suivante »<sup>7</sup>. Enfin, dans sa conférence de presse hebdomadaire du 27 octobre 2021, la MINUSCA recensait 17 abus et violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, ayant eu lieu entre le 19 et le 25 octobre et étant imputables aussi bien aux groupes armés qu'aux forces loyalistes<sup>8</sup>. D'une part, il semble difficile d'affirmer que le cessez-le-feu soit vraiment respecté sur le terrain. D'autre part, deux groupes armés, le FPRC de Noureddine Adam et l'UPC d'Ali Darassa, ont clairement fait savoir qu'ils ne l'acceptaient pas<sup>9</sup>. Au-delà du respect du décret présidentiel du 15 octobre 2021, le réel enjeu porte sur l'organisation du dialogue inclusif. En ce qui concerne les groupes armés, le président centrafricain ne souhaite pas les inclure dans le dialogue républicain mais plutôt conserver le cadre de dialogue de l'APPR, négocié à Khartoum. Bien qu'il ait annoncé lors d'une interview sur TV5 monde, le 4 novembre 2021<sup>10</sup>, que des négociations sont en cours, aucune des factions rebelles du CPC qui se sont retirées de l'accord en janvier 2021 n'a pour l'instant annoncé réintégrer l'APPR. Du côté de l'opposition démocratique, ses principaux représentants se sont retirés du comité d'organisation du dialogue républicain le 30 octobre 2021, suite à une circulaire prise par le président de l'Assemblée nationale pour relancer la procédure de levée de l'immunité parlementaire de trois députés centrafricains de l'opposition<sup>11</sup>. Depuis, le pouvoir est revenu sur cette décision mais les négociations pour faire revenir l'opposition au sein du dialogue républicain sont toujours en cours.

Se pose enfin la question du financement du dialogue républicain. Le pouvoir centrafricain peut y contribuer à hauteur de 160 millions de francs CFA mais a lancé un appel à ses partenaires internationaux pour réunir les 555 millions de francs CFA manquants<sup>12</sup>. Ces derniers ont d'ores et déjà annoncé qu'ils ne financeraient le dialogue qu'à la condition que celui-ci soit inclusif. De plus, F.-A. Touadéra se trouve dans une situation délicate vis-à-vis de la France, qui a gelé son aide budgétaire en juin 2021, accusant la Centrafrique

6 RCA : l'UPC réagit aux « violations répétées » de cessez-le-feu unilatéral par les mercenaires russes et les soldats FACA, Corbeau news Centrafrique, 29 octobre 2021, <https://corbeaunews-centrafrique.com/rca-lupc-reagit-aux-violations-repetees-de-cessez-le-feu-unilateral-par-les-mercenaires-russes-et-les-soldats-faca/>

7 RFI, op. cit.

8 Conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA, 27 octobre 2021, [https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/10\\_-\\_point\\_de\\_presse\\_hebdomadaire\\_de\\_la\\_minusca\\_-\\_27\\_octobre\\_2021.pdf](https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/10_-_point_de_presse_hebdomadaire_de_la_minusca_-_27_octobre_2021.pdf)

9 Centrafrique : le président Touadéra décrète un « cessez-le-feu unilatéral » avec les rebelles, Le Monde avec l'Agence Française de Presse, 15 octobre 2021, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/10/15/centrafrique-le-president-touadera-decrete-un-cessez-le-feu-unilateral-avec-les-rebelles\\_6098589\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/10/15/centrafrique-le-president-touadera-decrete-un-cessez-le-feu-unilateral-avec-les-rebelles_6098589_3212.html)

10 Entretien avec le président Touadéra, le journal de l'Afrique, TV5 Monde Info, 4 novembre 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=cOylcNryWqo>

11 <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20211101-centrafrique-les-d%C3%A9put%C3%A9s-de-l-opposition-se-retirent-du-dialogue-r%C3%A9publicain>

12 Centrafrique: les députés de l'opposition se retirent du dialogue républicain, RFI, 1<sup>er</sup> novembre 2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20211028-centrafrique-le-comit%C3%A9-d-organisation-pr%C3%A9cise-les-contours-du-dialogue->



d'être complice d'une campagne antifranaise téléguidée par la Russie<sup>13</sup>. Depuis, Paris joue de son influence pour que ses partenaires (UE, FMI, Banque mondiale) introduisent des conditionnalités politiques plus strictes, notamment en ce qui concerne la société Wagner, pour le décaissement des fonds d'aide destinés à la RCA<sup>14</sup>. Il faut donc espérer que l'Angola et le Rwanda, membres de la CIRGL chargés d'accompagner les autorités centrafricaines dans la mise en œuvre de la feuille de route pour la paix, mènent un plaidoyer efficace afin de convaincre « les amis de la Centrafrique » de mobiliser les moyens nécessaires à l'organisation du dialogue républicain. Si l'échéance est fixée pour la fin de l'année, aucune date précise n'a pour l'instant été annoncée.

Bien que le décret du cessez-le-feu unilatéral constitue un symbole fort et une étape décisive dans le processus de paix, l'organisation d'un dialogue inclusif avant la fin de l'année reste plus qu'incertaine.

### III. Centrafrique : un terrain d'expérimentation pour des acteurs régionaux et internationaux en quête d'influence diplomatique

C'est dans les coulisses des instances internationales que l'idée d'un cessez-le-feu unilatéral a, en réalité, été imposée à F.-A. Touadéra par le CIRGL, l'UA et l'ONU, dans le but de permettre l'organisation d'un dialogue inclusif et plus largement, la mise en œuvre de la feuille de route et de l'accord de paix.

Historiquement, les médiations de la crise centrafricaine ont été menées par les communautés économiques régionales (CER) africaines (et conformément au principe de subsidiarité), soutenues par l'UA et l'ONU. Les échecs successifs de ces initiatives et le manque de coordination avec l'UA et l'ONU ont progressivement laissé un vide dans lequel d'autres acteurs, en quête d'influence diplomatique, se sont engouffrés pour lancer des initiatives parallèles. L'Angola s'est impliquée dans le processus de médiation à partir de la fin de l'année 2016 au nom de la CIRGL. Mais sa proposition d'amnistie des crimes passés a catégoriquement été rejetée par Bangui et l'ONU. De même en 2021, F.-A. Touadéra a failli annuler sa participation au mini-sommet de Luanda car l'Angola voulait initialement y inviter François Bozizé. Par ailleurs, le président centrafricain a refusé que la médiation soit dirigée par le Congo et le Tchad jugés trop proches de la France, tandis que le président Félix Tshisekedi était occupé avec la constitution de son nouveau gouvernement. Malgré ses erreurs diplomatiques, l'Angola présentait donc l'avantage de ne pas être un pays francophone, tout en bénéficiant de l'attention des autorités françaises. De plus, elle entretenait une bonne relation avec la Russie, la Chine et les États-Unis, tous membres du Conseil de Sécurité de l'ONU<sup>15</sup>.

13 La France gèle son aide budgétaire et sa coopération militaire avec la Centrafrique, Le Monde avec l'Agence France Presse, 8 juin 2021, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/06/08/la-france-gele-son-aide-budgetaire-et-sa-cooperation-militaire-avec-la-centrafrique\\_6083308\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/06/08/la-france-gele-son-aide-budgetaire-et-sa-cooperation-militaire-avec-la-centrafrique_6083308_3212.html)

14 Faustin-Archange Touadéra : « Nous n'avons aucun intérêt à nous mettre la France, un partenaire historique, à dos », l'Opinion, 8 novembre 2021.

15 Angola – CAR : President Lourenço to tackle crisis in the CAR, The African Report, 4 février 2021, <https://www.theafricareport.com/63595/angola-car-president-lourenco-to-tackle-crisis-in-the-car/>

Le gouvernement centrafricain opère un rapprochement avec la Russie dès son arrivée sur le territoire fin 2016, qui s'est concrétisé par la signature d'un accord de coopération global en octobre 2017, portant sur des questions sécuritaires, minières, politiques et sociales<sup>16</sup>. La Russie passe notamment par le biais de la société Wagner pour accroître son influence. Certains des hommes de Wagner ont leurs entrées au palais présidentiel et sont devenus des proches conseillers de F.-A. Touadéra. Ils initient même un nouveau processus de médiation, en dehors de toute concertation avec la communauté internationale, organisant des rencontres entre les belligérants dans le but d'arriver à un partage des ressources naturelles entre Bangui, les groupes armés contrôlant les zones minières et Wagner<sup>17</sup>. L'absence de statut officiel des représentants de la société Wagner en RCA permet à Moscou d'entretenir un flou diplomatique et de nier tout lien avec cette entreprise de sécurité lorsque cette dernière enregistre des échecs. Ainsi, la crainte des diplomates occidentales est que la RCA serve de pilote à la Russie pour tester l'efficacité du modèle Wagner, en vue d'implanter cette stratégie diplomatique dans d'autres pays d'Afrique<sup>18</sup>. Il a fallu attendre début 2019 pour que Paris prenne pleinement conscience de l'ampleur de l'accord signé entre la Russie et la RCA. Le pays est alors devenu un point de crispation symbolique pour la France, qui a opéré un changement drastique de stratégie diplomatique à l'égard du gouvernement centrafricain en 2020, marqué notamment par le gel de son aide budgétaire et de la coopération militaire. De plus, Paris mène un plaidoyer pour dénoncer la politique de « barbouze » menée par la Russie en Centrafrique au sein des institutions internationales. Ce plaidoyer se trouve être soutenu par les nombreux rapports faisant état d'assassinats aveugles de civils par des instructeurs russes, en particulier dans les régions minières. Ces accusations ne sont pas sans peser sur la diplomatie russe qui doit, par ailleurs, financer son exploitation minière dans un pays encore marqué par une instabilité chronique.

Les différentes tentatives de médiation des acteurs diplomatiques témoignent de leurs intérêts divergents et des rivalités entre institutions. Ainsi, toute l'attention portée sur la RCA repose davantage sur une lutte d'influence entre ces acteurs qu'à une réelle tentative de ramener la paix. L'Angola est en quête d'un prestige diplomatique qui pourrait compenser ses mauvais résultats économiques. La Russie tente de s'implanter en RCA, notamment pour en exploiter les ressources, mais elle ne semble disposer ni des compétences techniques, ni des moyens financiers lui permettant de proposer une réelle politique de coopération indispensable au relèvement socio-économique du pays. La France, pour sa part, essaie de se désengager de la RCA mais ne veut pas perdre son influence au profit de la Russie tant la Centrafrique constitue un levier diplomatique utilisable comme monnaie d'échange pour négocier sur d'autres dossiers considérés plus stratégiques.

Le cessez-le-feu devait permettre l'organisation du dialogue inclusif mais il est peu probable

16 Centrafrique/Russie, les révélations de Mondafrique sur la rencontre de Sochi, Mondafrique, 1<sup>er</sup> avril 2019, <https://mondafrique.com/centrafrique-russie-les-revelations-de-mondafrique-sur-la-rencontre-de-sotchi/>

17 Russie-Afrique : Wagner, enquête sur les mercenaires de Poutine, Jeune Afrique, 26 juillet 2021, <https://www.jeuneafrique.com/1204638/politique/russie-afrique-wagner-enquete-sur-les-mercenaires-de-poutine/>

18 Les mercenaires de Wagner : un pion dans la stratégie russe en Afrique, RCF, 22 octobre 2021, <https://rcf.fr/articles/actualite/les-mercenaires-de-wagner-un-pion-dans-la-strategie-russe-en-afrique>

que celui-ci est lieu avant la fin de l'année. Bien que la communauté internationale insiste sur l'importance de son caractère inclusif, ce dernier concerne en premier lieu des groupes minoritaires dans le pays (forces armées et de sécurité, groupes armés, élites politique, Bangui). Comme pour les précédentes initiatives, il y a peu donc peu de chances pour que ce processus ait un réel impact sur la vie quotidienne des Centrafricains vivant dans l'arrière-pays.

Les autorités centrafricaines semblent peu soucieuses de la mise en œuvre de l'accord sur le terrain et de l'inclusivité du processus. Si bien que cette déclaration de cessez-le-feu ressemble plus à un message destiné à satisfaire la communauté internationale qu'un réel appel à la nation. En effet, le respect des échéances du processus de paix rassure la communauté internationale et permet même aux médiateurs du conflit de s'enorgueillir des « avancées » dans la résolution du conflit. Pourtant, il ne s'agit principalement que d'effets d'annonce.

Finalement, l'attention internationale portée au processus de paix en Centrafrique n'est qu'un jeu de dupes tant ce pays est devenu un point de crispations et d'enjeux diplomatiques dépassant très largement les frontières de la République Centrafricaine.